

Négociations salariales 2025 – Les augmentations salariales restent globalement insuffisantes

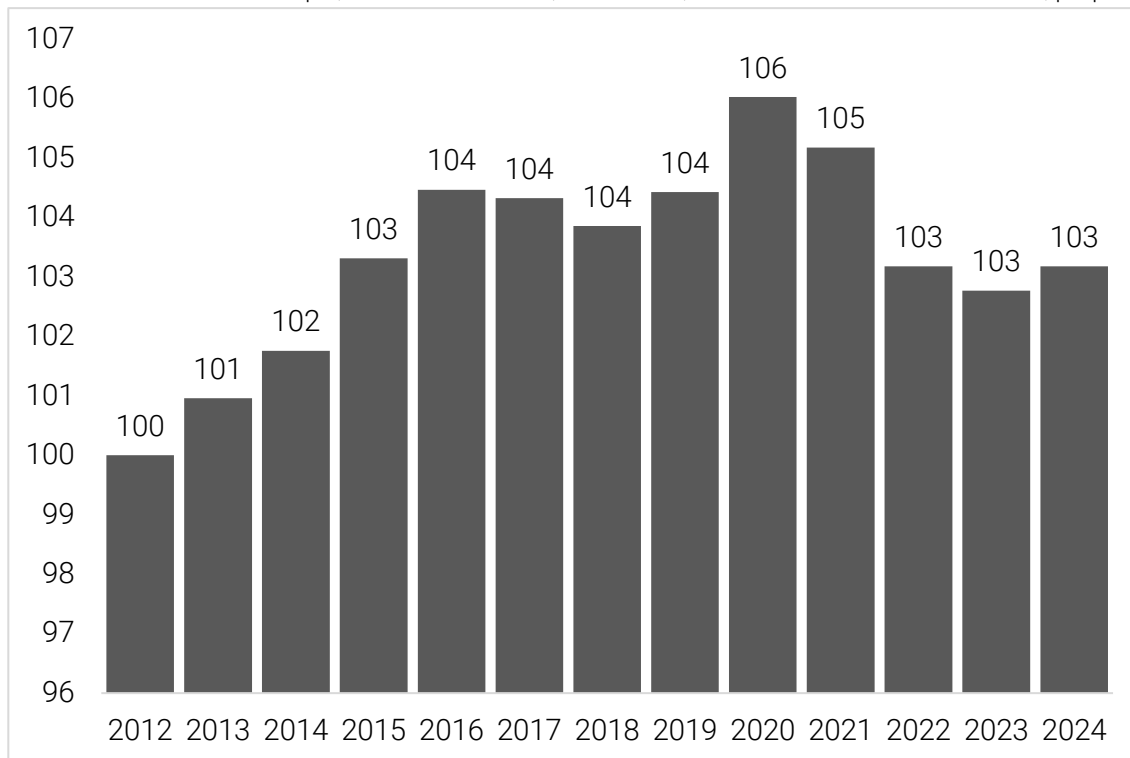
Texte de l'intervention de Thomas Bauer, responsable de la politique économique à Travail.Suisse

Les salaires réels ont évolué de manière négative depuis 2021. En 2023, ils se situaient au niveau de 2015. Après les négociations salariales de l'année dernière, une légère amélioration a certes pu être constatée. Mais le retard salarial est resté considérable. Les négociations salariales de cette année ont permis de combler quelque peu le retard dans différents secteurs économiques. C'est surtout dans le gros et le second œuvre ainsi que dans les transports publics que les résultats salariaux sont satisfaisants. En revanche, les employés du secteur de la santé, de l'hôtellerie-restauration ou du commerce de détail continuent de perdre du pouvoir d'achat. Les salaires réels dans l'ensemble de l'économie restent nettement inférieurs au niveau de 2021. En raison de la hausse des primes d'assurance-maladie, de nombreuses et nombreux salarié·e·s auront à nouveau moins d'argent en poche l'année prochaine.

La croissance économique conduit à la prospérité pour toutes et tous et une forte croissance de l'emploi associée à une pénurie de main-d'œuvre entraîne une hausse des salaires. Ceux qui croient à cela ont été détrompés par la reprise économique actuelle. Malgré une légère reprise cette année, les salaires réels se situent au niveau de l'année 2015, soit environ trois pour cent en dessous de la valeur de l'année 2020. Sommes-nous en pleine crise économique ? Non, la valeur ajoutée réelle a augmenté de près de 4% depuis le troisième trimestre 2021. Durant la même période, 281 000 nouveaux emplois ont été créés. Cette reprise, qui anéantit le pouvoir d'achat, est d'une ampleur sans précédent dans l'après-guerre.

Indice des salaires réels 2012-2024

Office fédéral de la statistique, indice des salaires, 2012-2023, 3e estimation trimestrielle 2024, propres calculs



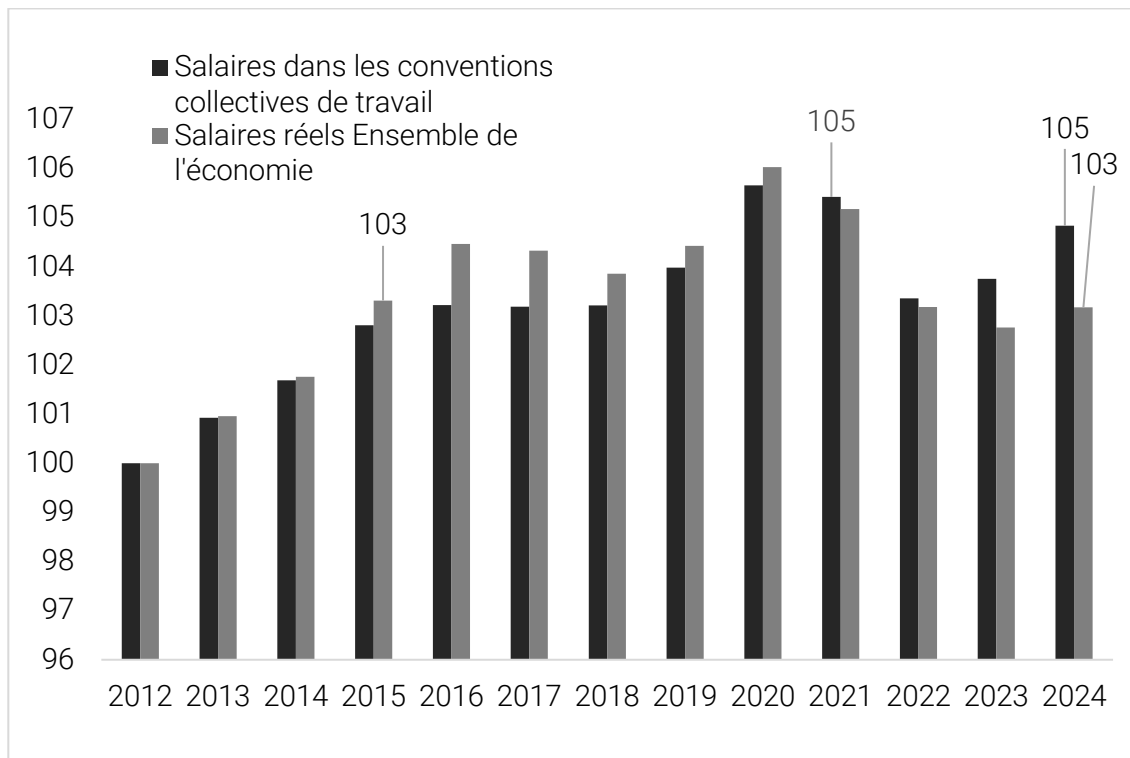
Remarque : taux d'inflation pronostiqué de 1,1%, 3e estimation trimestrielle de l'évolution des salaires nominaux de l'Office fédéral de la statistique pour l'année 2024 (1,5%).

L'évolution des salaires n'a toutefois pas été aussi mauvaise partout. Grâce aux négociations, les syndicats et les associations du personnel ont pu obtenir des résultats salariaux nettement meilleurs que dans l'ensemble de l'économie.

Les salaires négociés dans les conventions collectives de travail, c'est-à-dire les salaires négociés collectivement entre les représentations des employeurs et des employé-e-s, se situent désormais à nouveau au niveau de l'année 2021. Une partie du retard salarial dû à la reprise de l'inflation a donc pu être rattrapée.

Evolution des salaires réels dans l'ensemble de l'économie et dans les secteurs couverts par une convention collective de travail

Office fédéral de la statistique, 3e estimation trimestrielle de l'indice des salaires



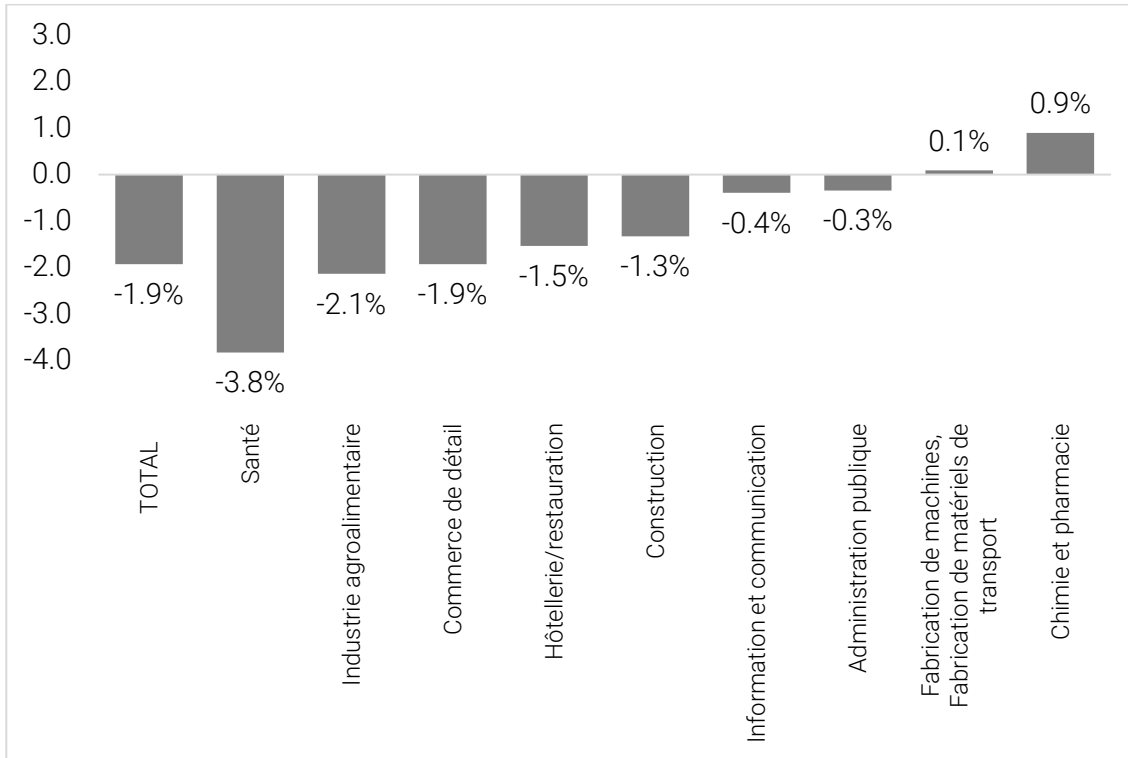
Le secteur de la santé, le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration de plus en plus à la traîne

Malheureusement, cela ne s'applique pas aux secteurs où le taux de syndicalisation est plus faible. Le retard salarial résultant de la non-compensation de l'inflation est de 1,9% cette année, si l'on ne tient compte que de la reprise depuis 2021. Le retard est particulièrement important, avec près de 4%, dans le secteur de la santé, dans certaines parties de l'industrie, dans le commerce de détail et dans l'hôtellerie-restauration.

Pourquoi précisément dans ces secteurs ? Alors que le secteur de la santé est confronté à une crise structurelle de longue date, le commerce de détail ne dispose pas de convention collective de travail pour le secteur et, dans l'hôtellerie-restauration, les négociations en vue d'une nouvelle convention collective de travail sont en suspens depuis des années, car les employeurs s'opposent à toute amélioration des conditions salariales et de travail en invoquant des arguments fallacieux.

Estimation du retard des salaires réels dans certains secteurs 2021-2024

Office fédéral de la statistique, indice des salaires réels 2021-2023, 3e estimation trimestrielle de l'indice des salaires, enquête UBS sur les salaires 2025 (secteurs 2024), enquête KOF sur les salaires (secteurs 2024), propres calculs



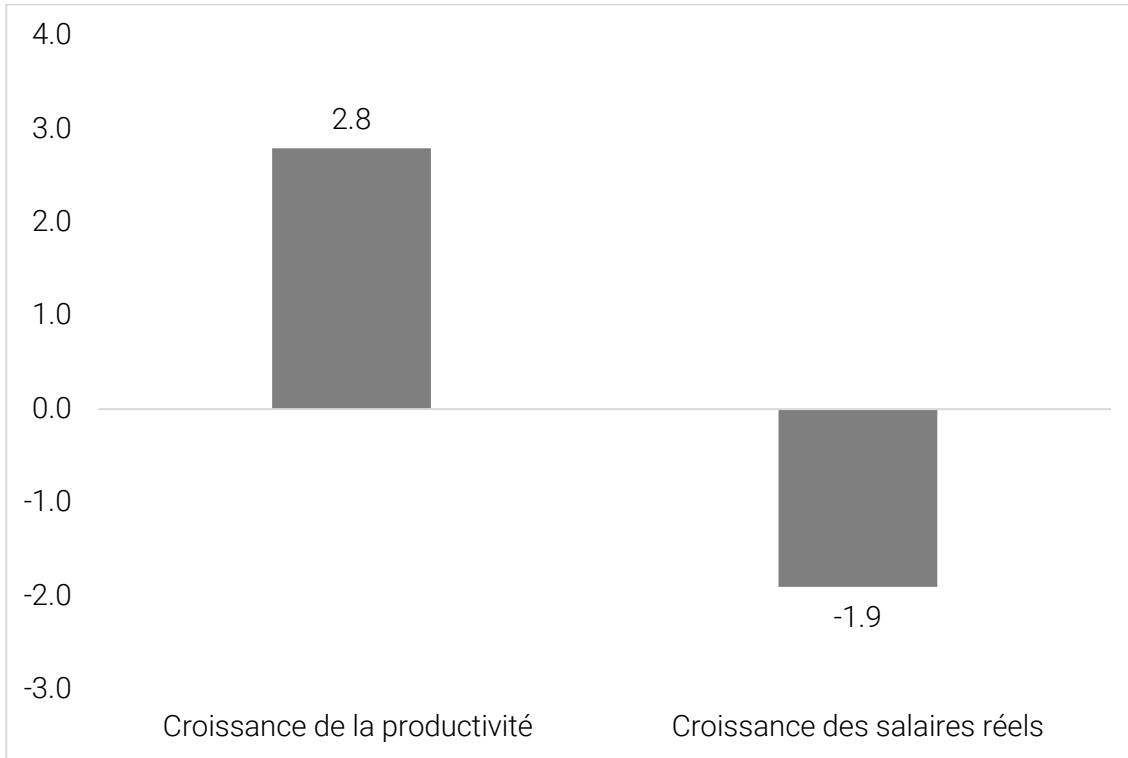
Augmentation des salaires réels nécessaire pour financer les primes d'assurance maladie

Les revendications salariales de Travail.Suisse ne se réfèrent toutefois pas seulement au maintien du pouvoir d'achat et donc à la compensation de l'inflation. Toutes et tous les travailleurs-euses doivent pouvoir profiter de la productivité croissante. Pour cela, les salaires réels doivent aussi augmenter. Ce n'est que si ceux-ci augmentent au même rythme que les gains de productivité que les gains de productivité peuvent être répartis équitablement et que l'inégalité salariale peut être contenue.

La croissance de la productivité a été inférieure à la moyenne dans les années 2020-2024 (2,8%). Néanmoins, les salaires réels sont loin d'avoir suivi cette croissance, ils ont baissé. Les gains de productivité ont donc disparu dans les poches des employeurs et des actionnaires.

Croissance de la productivité et des salaires réels 2020-2024

Office fédéral de la statistique, indice des salaires réels 2020-2024, pour 2024 3e estimation trimestrielle de l'indice des salaires, Seco, PIB réel (corrige des événements sportifs), Statistique sur le volume du travail, propres calculs



La répartition équitable des gains de productivité revêt une importance de plus en plus concrète pour les travailleuses et travailleurs, car le coût de la vie de ces derniers augmente plus fortement que le taux d'inflation en raison de la forte hausse des primes d'assurance-maladie.

En 2023 et 2024, les primes d'assurance maladie obligatoire ont augmenté de 6,6% et 8,7% respectivement. En 2025, elles augmenteront à nouveau de 6%. Compte tenu des réductions de primes, cela entraîne, selon le revenu et la situation du ménage, une perte de revenu d'environ 1,5%.

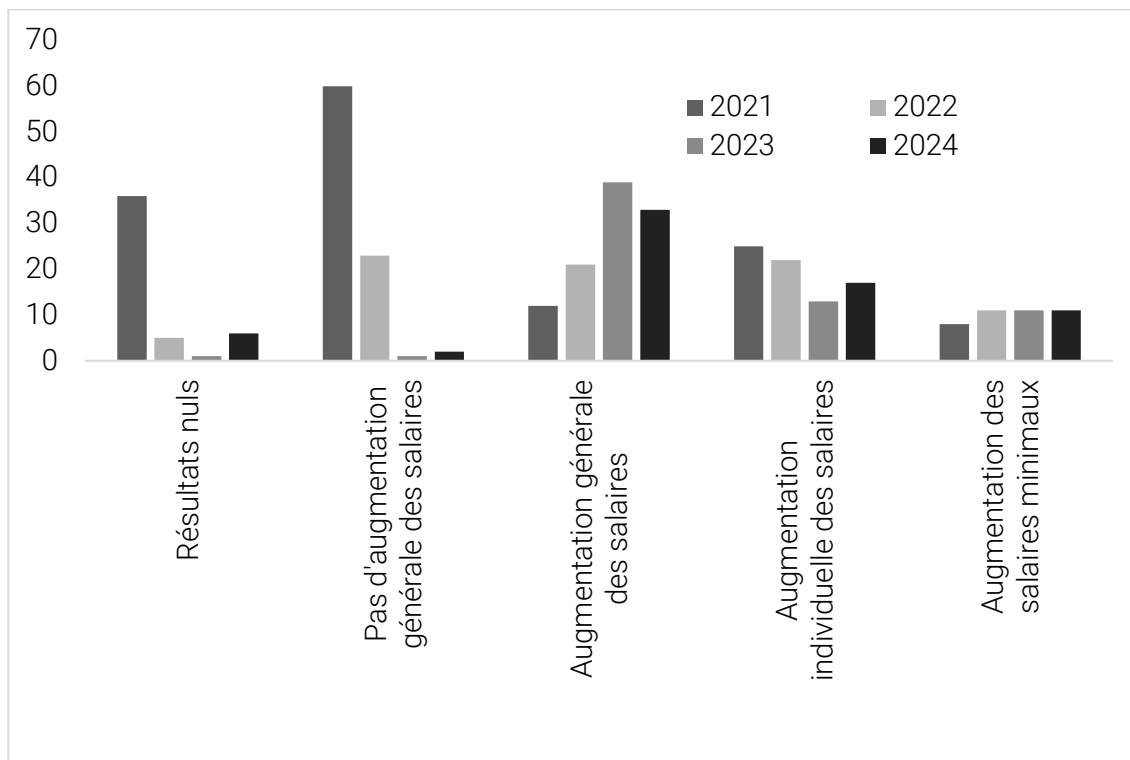
Ces coûts supplémentaires s'ajoutent à la pression de l'inflation sur le budget des travailleuses et travailleurs. Une participation aux gains de productivité est donc nécessaire, ne serait-ce que pour permettre le paiement de ces coûts supplémentaires pour les primes d'assurance maladie.

Résultats des négociations salariales 2025 - deux tiers des travailleuses et travailleurs avec des salaires réels garantis

Quels sont donc les résultats des négociations salariales ? Les syndicats et les associations du personnel ont à nouveau réussi à obtenir des augmentations générales de salaire lors des 40 négociations menées jusqu'à présent. C'est important, car l'inflation entraîne une hausse des prix pour tou-te-s les travailleurs-euses et une augmentation des primes d'assurance maladie pour tou-te-s les travailleurs-euses. Six négociations salariales ont échoué. C'est un peu plus que l'année précédente, où une seule négociation avait échoué. Seules deux entreprises n'ont pas accordé d'augmentation générale des salaires. En revanche, des augmentations générales ont pu être obtenues dans 33 secteurs ou entreprises. Des augmentations salariales individuelles ont en outre pu être obtenues dans 17 secteurs ou entreprises. Celles-ci s'ajoutent en partie aux augmentations générales des salaires. En outre, les salaires minimaux ont été revalorisés dans 11 branches.

Aperçu des résultats des négociations salariales

Travail.Suisse, Syna, transfair, années 2021-2024, réponses multiples possibles



Remarque : les négociations salariales prennent effet sur les salaires l'année suivante. Les négociations salariales de 2024 entraînent par exemple une adaptation des salaires pour l'année 2025.

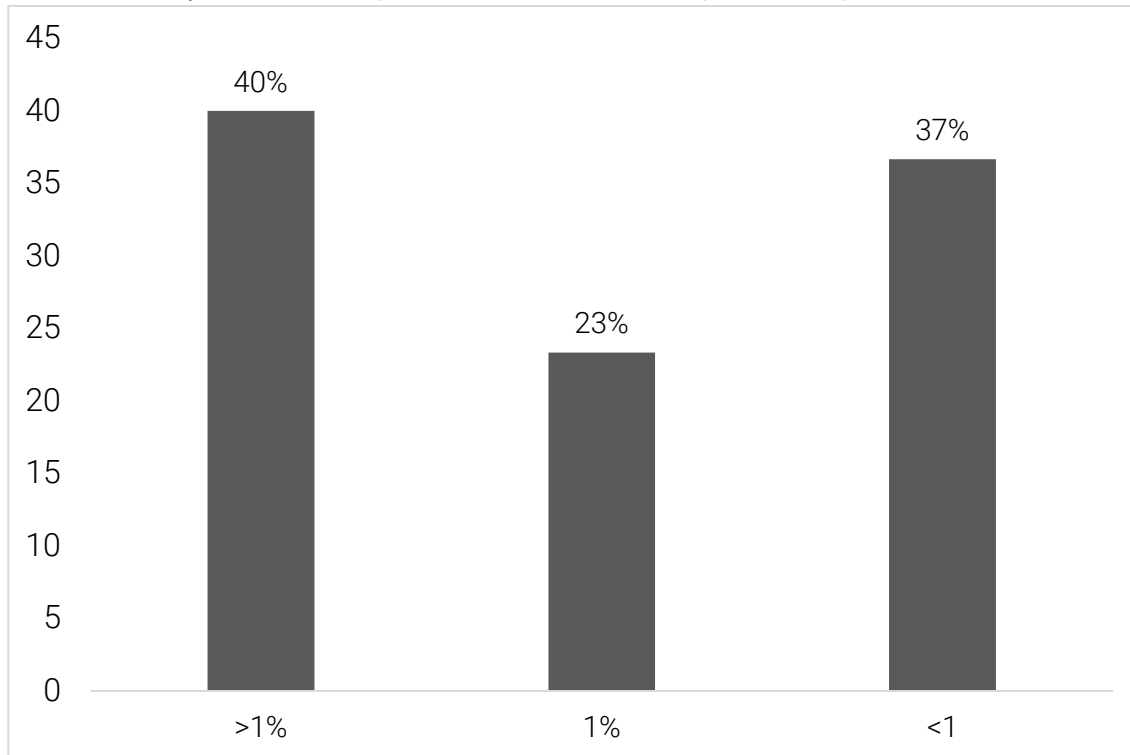
Cette année encore, les augmentations salariales négociées varient considérablement. Dans 40% des résultats des négociations, les résultats salariaux obtenus pour les augmentations générales sont supérieurs à 1%. Cela permet certainement de compenser l'inflation de cette année. Dans la plupart des cas, il en résulte également de légères augmentations réelles des salaires.

Dans 23% des négociations, un pour cent d'augmentation salariale a pu être obtenu pour toutes et tous les travailleurs-euses. Il n'y a donc pratiquement pas de perte de salaire réel avec le taux d'inflation de cette année, estimé à 1,1%. Selon les augmentations de salaire individuelles, des augmentations de salaire réelles sont possibles.

Dans 37% des négociations, une augmentation générale des salaires a certes pu être obtenue. Celle-ci se situe toutefois en dessous du taux d'inflation de cette année. Selon le niveau des augmentations salariales individuelles, il en résulte des pertes de salaire réelles.

Accords salariaux par montant - augmentations générales des salaires

Travail.Suisse, Syna, transfair, Négociations salariales 2024, impact salarial pour l'année 2025



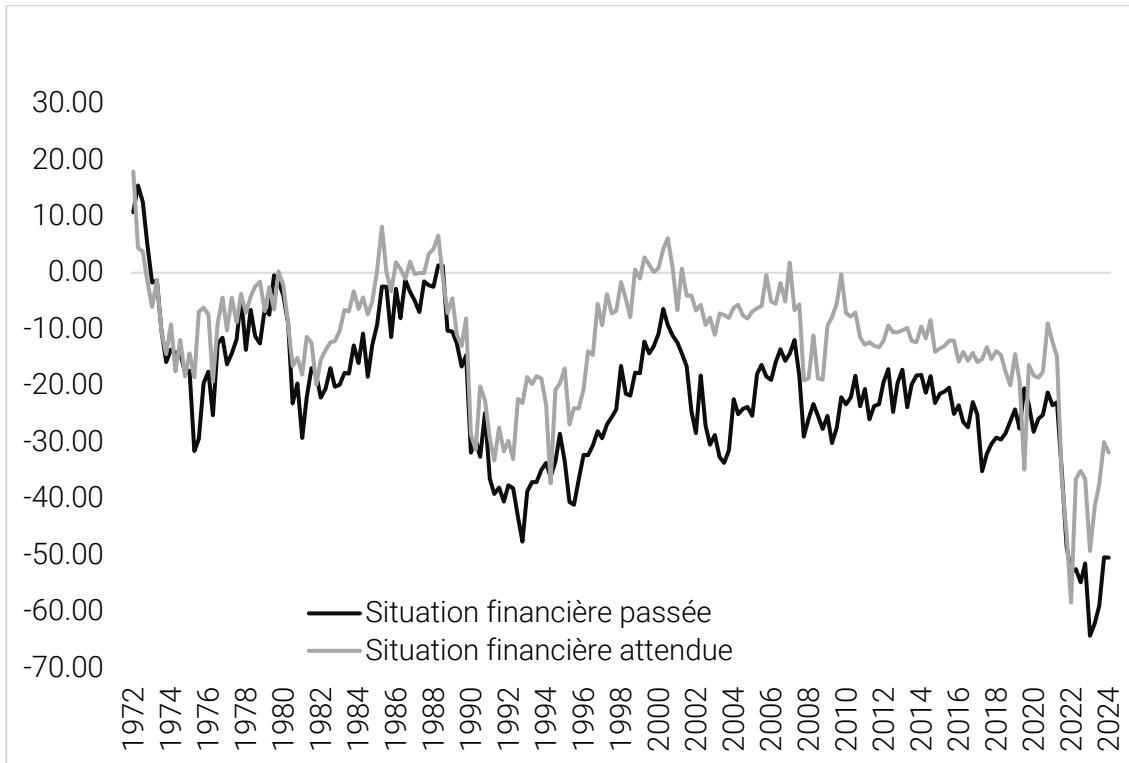
De ce fait, les salaires réels ont pu être défendus dans environ deux tiers des négociations. En revanche, dans un tiers des négociations, le pouvoir d'achat risque de diminuer. Le résultat des négociations est donc mitigé. En particulier, le retard salarial des dernières années n'a pu être rattrapé que dans quelques secteurs.

Pas de fin à la crise du pouvoir d'achat

La question du pouvoir d'achat reste donc une préoccupation majeure pour de nombreux·ses travailleurs·euses. C'est surtout dans les branches sans convention collective de travail et avec une protection salariale insuffisante que la situation financière des salarié·e·s s'est massivement détériorée depuis 2022. La stabilisation des salaires réels n'a guère contribué à améliorer la situation financière, notamment en raison de la hausse simultanée des primes d'assurance maladie.

Climat de consommation - situation financière

Secrétariat d'État à l'économie (Seco), 1972-2024, dernier sondage octobre 2024



Avec la hausse moins forte des prix à la consommation, il sera donc essentiel l'année prochaine non seulement de lutter pour une compensation de l'inflation pour les travailleuses et travailleurs, mais aussi de les faire participer davantage aux gains de productivité. Ce n'est qu'ainsi que la forte augmentation du coût de la vie pourra être supportée.

Nous sommes encore loin d'avoir surmonté la crise du pouvoir d'achat.